



Conseil économique et social

Distr. générale
7 février 2020
Français
Original : anglais

Session de 2020

25 juillet 2019-22 juillet 2020

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2020

(New York, 20-29 janvier et 7 février 2020)

Résumé

À sa session ordinaire de 2020, qui s'est tenue du 20 au 29 janvier et le 7 février 2020, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 632 demandes d'admission au statut consultatif, dont 272 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 274 organisations, reporté l'examen de 339 demandes à la reprise de sa session de 2020 et clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 18 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de cinq demandes de reclassement ; il a recommandé que deux soient approuvées et décidé de reporter l'examen des trois autres. Le Comité a pris acte d'une demande de fusion et recommandé que l'organisation nouvellement formée se voie accorder le statut consultatif spécial. Le Comité a pris acte de neuf demandes de changement de nom. Il était également saisi de 691 rapports quadriennaux et a pris note de 614 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 25 organisations non gouvernementales.

Le présent rapport contient deux projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) d'accorder le statut consultatif à 274 organisations non gouvernementales ;
- b) de reclasser deux organisations non gouvernementales, qui passent du statut consultatif spécial au statut consultatif général ;



c) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de neuf organisations non gouvernementales ;

d) de noter que le Comité a décidé de prendre acte de la fusion de deux organisations non gouvernementales et d'accorder le statut consultatif à l'organisation nouvellement créée ;

e) de noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 614 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 18 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives ;

g) de noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention .	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption.	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales.	4
Projet de décision II	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2020	31
II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales.	31
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	32
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement	40
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	51
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité	51
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	54
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	55
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil	56
VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	57
VII. Organisation de la session	57
A. Ouverture et durée de la session	57
B. Participation	60
C. Élection du Bureau	61
D. Ordre du jour	61
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2020	62

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) d'accorder le statut consultatif aux 274 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

‘Aha Pūnana Leo

3Strands Global Foundation

A11 – Initiative for Economic and Social Rights

A Leg to Stand On

Aalem for Orphan and Vulnerable Children, Inc.

Action for Pune Development

Action Lab for Development

Aden Center to Raise Awareness of the Risk of Drugs

Advocates for the Environment, Inc.

Afghanistan Democracy and Development Organization

African Radio Drama Association (ARDA)

African Youth Employment Initiatives (AYEI)

Africans in America for Restitution and Repatriation, Inc.

Africommunity Technology Development Centre, Abia State

Afrikaanse Forum vir Burgerregte

Afrique Espérance

Agence internationale pour les formations et le développement

Agência Piaget para o Desenvolvimento

Agir contre les maladies non transmissibles au Niger

AID Foundation

All India Senior Citizen's Confederation (AISCCON)

Alliance des femmes pour l'égalité et le genre en Guinée

Al-Najat Charity Society

Anderson Center International

Angel Support Foundation
Apostle Padi Ologo Traditional Birth Centre
Asian Dignity Initiative
Asian Venture Philanthropy Network, Limited
Asociación Forjando Futuro para Todos
Associação de Aposentados, Pensionistas e Reformados (APRE)
Associação Provedores de Respostas Sociais para o Desenvolvimento (PRSD)
Association Aicha pour le développement de proximité et l'environnement
Association APEDDUB
Association avocats sans frontières humanitaires du Cameroun
Association d'études et de recherches pour le développement
Association de développement agricole, éducatif et sanitaire de Manono
Association de protection et de promotion des intérêts des familles en périls (APPIFAPE)
Association des femmes du secteur des industries extractives du Niger (AFSIEN)
Association européenne des véhicules électriques à batteries, hybrides et à piles à combustible
Association féminine la Lumière
Association for Community Awareness (ASCOA)
Association François-Xavier Bagnoud (FXB International)
Association of Community Social Volunteers International, Lagos
Association santé-éducation-démocratie (ASED)
Associazione Gruppo Arteam Jobel Teatro
Associazione La Società della Ragione
Banjara Seva Samithi
Bridgers Association
Cameroon Development and Education Foundation (CADEF)
Cameroon Gender and Environment Watch
Campaign for Human Rights and Social Transformation, Nepal
Campaign for the Fair Sentencing of Youth
Carefound – Liberia
Caribbean Natural Resources Institute
Catholic Youth Network for Environmental Sustainability in Africa
Center for Integrated Rural and Child Development
Centre d'étude et de prospective stratégique
Centre de recherche et d'ingénierie sociales du Togo
Centre for Social Awareness, Advocacy and Ethics, Incorporated

Centre international d'investissement
Centro de Apoio aos Direitos Humanos « Valdício Barbosa dos Santos »
Chaplain Ambassadors Peace Mission
Charity Society for Supporting Patients Suffering from Cancer
Children and Youth International
Children's HeartLink
China Foundation for Human Rights Development
Chunhui Children's Foundation
CLEEN Foundation
Club Ohada Thies
Coalition digitale
Cœur d'Afrique – Fondation Roger Milla
Community Center for Integrated Development
Conflict Armament Research, Ltd.
Coordinadora Latinoamericana de Cine y Comunicación de los Pueblos Indígenas, México
Coptic Orphans Support Association
Corporación Kimirina
Council for International Cooperation – Ontario
CTECO – Kizota
Dalit Welfare Association
Defensores do Planeta
Dementia Alliance International
Deutsche Gesellschaft für die Vereinten Nationen, e.V.
Edunet Foundation
Elizabeth Foundation
Energy Vision
Entraide et action sans frontière
Environmental Compliance Institute
Erasmus Student Network
Escuela del Estudio de la Intuición Enseñanza de Valores, Asociación Civil sin Fines de Lucro
Ethel Amawhe Charity Foundation
Ethio-Africa Diaspora Union Millennium Council, Limited
Eurasia Partnership Foundation
European Centre for Development Policy Management
European Coalition for Just and Effective Drug Policies (ENCOD)

European Society for Medical Oncology (ESMO)
Family Planning NSW
Family Policy Institute
Federación Mexicana de Universitarias
Federal Bar Association
Fédération internationale d'astronautique (FIA)
Fitilla
Fondation Jérôme Lejeune
Fondazione Giacomo Brodolini
Foundation for International Development/Relief
Fundación Charles Darwin para las Islas Galápagos
Fundación de Música y Artes Naiot
Fundación Latinoamérica Reforma
Fundación Sustentabilidad, Educación, Solidaridad (Fundación SES)
Gerakan Nasional Anti Narkotika
Geriatric Care and Vulnerable Support Initiative
Global Appreciation and Skills Training Network
Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria
Global GLOW
Global One 2015
Global Women for Quality and Sustainable Development Initiative
Gooddler Foundation
Govardhan Ecovillage Trust
Green Crescent Health Development Initiative
Green Crescent Indonesia Foundation
Green Moon
Grikob Foundation Ghana
Habitat Derneği
Her Choices Trust
His Highness Maharaj Hanwant Singhji Charitable Trust
His Marvellous Grace Support Foundation
Hope for Life Initiative
Hope Inspired Foundation for Women and Youth
Hope Outreach Foundation
Human Impacts Institute, Inc.
Humanitarian Exchange and Research Center (HERE)

Humanity Unified International, Inc.
Imagine Empowerment through Music
IMUNA, Incorporated
Incorporated Association Happy People
Independent Noncommercial Organization « Road Safety Promotion Centre –
Movement for Safe Traffic »
Initiative for African Youth Advancement Advocacy and Empowerment
Innovating Health International
Insan Defending Human Rights
Institut international de recherche, de documentation et de formation pour la
prévention et la lutte contre la falsification des produits de santé
Institute of Informatics and Development
Instituto de Estudios y Divulgación sobre Migración, AC
International Charitable Initiative for Girl Child and Women Development
Foundation
International Interfaith Peace Corps, Inc.
International Network for Economic, Social and Cultural Rights, Inc. (ESCR-Net)
International Organization for Educational Development
International Transformation Foundation
International Youth Council – Yemen Chapter (IYCY)
Internet Corporation for Assigned Names and Numbers/Société pour l’attribution
des noms de domaine et des numéros sur Internet
i-Smile International
J’ai Rêvé Foundation
Jagriti Child and Youth Concern Nepal
JFMO Servicios en Intermediación Pública, Asociación en Participación
Jyothirgamaya Foundation
Kafa (Enough) Violence & Exploitation
Khair al Kuwait Charity Organization
King Saud Foundation
Knowledge Mill International Foundation
Kobia
Ladli Foundation Trust
Lantuun Dohio
Law Explorer Development & Assistance Initiative
Legal Center for Women’s Initiatives Sana Sezim
Lesotho National Federation of Organisations of the Disabled
Libyan Diplomats Organization

Lidè Foundation
Life Crown Foundation
Life Project 4 Youth (LP4Y)
Magdalene Iyamu Cancer Foundation
MakeSense
Mali action solidarité
Milagros Day Worldwide, Inc.
Missão Saúde para a Humanidade
Motus Health Initiative
NAMA Foundation
National Alliance for Rare Diseases Support – Malta
National Association of Women Entrepreneurs
National Foundation for Peace, Development and Human Rights
Native Children’s Survival
Ndingicam Equity – Ndicameq
NGO Committee on Sustainable Development – NY, Inc.
No Borders Humanity Organization
Nor Luyce Mentoring Center for Youth
NORSAAC
North-East Affected Area Development Society (NEADS)
Nusroto Al-Anashid Association
Nutrition International
OneNess Foundations Diaspora USA
Orchid Project, Limited
Osdife Osservatorio sulla Sicurezza e Difesa CBRNe
Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (Miftah)
Pangloss
Partnership for Peace and Security (PFPS)
Parvati.org
PEAC Institute – A NJ Nonprofit Corporation
Peace Brigades International
Peace Now
Pertubuhan Bulan Sabit Hijau Malaysia/Green Crescent
Pleasant Gathering Club of Nigeria
Positive Youth Development Association
PRATYEK

Promundo – US
Raise Your Voice Saint Lucia
Reproductive Advocate Health Education, Ghana
Romeo and Zainab Boudib Foundation
Sawa for Development Association
Sensitization Centre
Setu
Shrimad Rajchandra Sarvamangal Trust
Social Empowerment for Economic Development (SEED)
Society Educational Awareness Research Consultancy and Health Organization
Soul Sustainable Progress (SSP)
Southern African AIDS Trust
Sri Sathya Sai Central Trust
Steps towards Development
Stichting Health Action International
Stichting Iranian Center for International Criminal Law
Stichting Youth for Road Safety (YOURS)
Stiftelsen Flowminder
Stroke Association SupportNetwork – Ghana
Svenska Naturskyddsföreningen
Tangata Group, Inc.
Team Rubicon UK
The African Centre for Human Advancement, Social and Community Development
Kuduru Bwari Abuja
The ANORW Police & Emergency Services of Ottawa Watershed
The Australian Council of Social Service, Incorporated
The Born Free Foundation, Limited
The Center for Oceanic Awareness, Research, and Education, Inc.
The Center for Water Security and Cooperation
The Fred Hollows Foundation, Limited
The Institute of Chartered Accountants in England and Wales
The Institute of Chartered Financial Analysts of India University, Sikkim
The Institute of Electrical and Electronics Engineers, Inc.
The Jordan Anti-Drugs Society
The Language Conservancy
The Millennium Promise Alliance, Inc.
The Oxford Centre for Hindu Studies

The Promise
The Regional Center for the Welfare of Ageing Persons in Cameroon
The Royal Society of London for Improving Natural Knowledge (The Royal Society)
The Secure Aid Relief Foundation
The United Society
Tony-May Foundation
Touch a Heart Social and Economic Rights Initiative
Transient Workers Count Too (TWC2)
Udruzenje gradjana Zeleni polumjesec u Bosni i Hercegovini
Uganda Green Crescent Society
United Network Europa
USAfrica News, Inc.
Verband der deutschen Höhlen- und Karstforscher, e.V.
Via Vitae – Associação Portuguesa a Favor da População Sénior
Višva Guru Díp Hindu Mandir – české hinduistické společenství
Volontaires pour la paix
Welcome Clubs International, Incorporated
Women against Mutilations (WAM)
Women and Youth Awareness Empowerment Network
Women for Afghan Women, Inc.
Women in Politics Forum
Women Information Network
Women Law and Development Centre, Nigeria
Women Wage Peace, Registered Association
Women, Infants and Children Care Initiative
Women's Rights and Health Project, Ltd./Gte.
World Development Foundation, Inc.
World Woman's Christian Temperance Union, Inc.
Worldwide Veterinary Service
Yahola Tribal Nation CSO, Inc.
Yedidim for Youth and Society
Yiaga Africa Initiative
Yolse, Santé publique et innovation
Youth Alive, Ltd./Gte.
Youth for Better Kenya
Youth in Technology and Arts Network (YOTAN)
Youth Initiative for Drug Research Information Support and Education

Youth Leading Change – Aharai!

b) de reclasser les deux organisations non gouvernementales ci-après, qui passent du statut consultatif spécial au statut consultatif général :

Eastern Regional Organization for Public Administration

Plan International

c) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des neuf organisations non gouvernementales ci-après :

Ecumenical Alliance for Human Rights and Development (statut consultatif spécial, 2015) en Arab-European Forum for Dialogue and Human Rights

Fondation Cordoue de Genève (statut consultatif spécial, 2018) en Cordoba Peace Institute – Geneva

Initiative féministe européenne (statut consultatif spécial, 2016) en Initiative féministe euroméditerranéenne (IFE-EFI)

Institute for Conflict Transformation and Peacebuilding (statut consultatif spécial, 2013) en æCentre

International POPs Elimination Network (statut consultatif spécial, 2012) en International Pollutants Elimination Network (IPEN)

Korean Association for Supporting the SDGs for the UN (ASD) (statut consultatif spécial, 2015) en Association for Supporting the SDGs for the UN (ASD)

Stichting Ezidis (statut consultatif spécial, 2019) en International Yazidis Foundation for the Prevention of Genocide

World Hunger Year, Inc. (statut consultatif spécial, 2012) en WhyHunger, Inc.

World Lung Foundation (statut consultatif spécial, 2009) en Vital Strategies

d) de noter que le Comité a pris acte de la fusion de l'organisation Social Service Agency of the Protestant Church in Germany, organisation qui avait obtenu le statut consultatif spécial en 2004, et de l'organisation Protestant Development Service, qui forment désormais l'organisation Protestant Agency for Diakonie and Development, et d'accorder à cette dernière le statut consultatif spécial ;

e) de noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 614 organisations non gouvernementales ci-après :

« All-Russian Society of the Deaf » All-Russian Public Organization of Persons with Disabilities (ARSD-AOPD) (2015-2018)

« Children of the World » Regional Public Charitable Fund of Assistance to Cultural and Sports Development of Children and Young People (2015-2018)

« Dialogue of Cultures – United World » International Public Charity Fund (2015-2018)

AARP (2015-2018)

Abibimman Foundation (2015-2018)

Aboriginal Legal Service of Western Australia (2015-2018)

Academy for Future Science (2015-2018)

Academy of Criminal Justice Sciences (2015-2018)

Action Health Incorporated (2015-2018)

Action sensibilisation sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (2015-2018)

Action solidaire pour le développement communautaire (2015-2018)

ActionAid (2015-2018)

Actions pour l'environnement et le développement durable (2015-2018)

Active Help Organization (2015-2018)

ADJMOR (2015-2018)

Africa and Middle East Refugee Assistance (AMERA) (2015-2018)

Africa Development Interchange Network (2015-2018)

African Action on AIDS (2015-2018)

African Association of Education for Development (2015-2018)

African Relief in Action (ARIA) (2015-2018)

African Rights Initiative International (2015-2018)

African Youth for Transparency (AYFT) (2015-2018)

Agalliao Development Initiative (2015-2018)

AGE Platform Europe (2015-2018)

Agence pour les droits de l'homme (2015-2018)

Agewell Foundation (2015-2018)

Aid for Trade Logistics (2015-2018)

Aide internationale pour l'enfance (2015-2018)

AIDS Foundation East-West (2015-2018)

AIESEC International (2015-2018)

ALDET Centre (Saint Lucia) (2015-2018)

Al-Hakim Foundation (2015-2018)

All China Women's Federation (2015-2018)

All India Women's Conference (2015-2018)

All India Women's Education Fund Association (2015-2018)

All Pakistan Women's Association (2015-2018)

Alliance for Health Promotion (A4HP) (2015-2018)

Alliance Forum Foundation (2015-2018)

All-Russian Social Fund « The Russian Children Foundation » (2015-2018)

American Correctional Association (2015-2018)

American Indian Law Alliance (2015-2018)

American Youth Understanding Diabetes Abroad, Inc. (AYUDA) (2015-2018)

Antiviolence Center (2015-2018)

AquaFed: International Federation of Private Water Operators (2015-2018)

Arab Forum for Environment and Development (2015-2018)

Arab Lawyers' Union (2015-2018)

Armenian Constitutional Right-Protective Centre (2015-2018)

Asia Pacific Women's Watch (APWW) (2015-2018)

Asian Centre for Human Rights (2015-2018)

Asian People's Disability Alliance (2015-2018)

Asociación Cubana de las Naciones Unidas/Cuban United Nations Association (2015-2018)

Asociación Dominicana de las Naciones Unidas (ANU-RD) (2015-2018)

Asociación Panameña de Corredores y Promotores de Bienes Raíces (2015-2018)

Asociación para la Promoción de la Libertad y el Desarrollo Sostenible (2015-2018)

Associated Country Women of the World (2015-2018)

Association « Paix » pour la lutte contre la contrainte et l'injustice (2015-2018)

Association Africa 21 (2015-2018)

Association burkinabé pour la survie de l'enfance (2015-2018)

Association de la jeunesse congolaise pour le développement (2015-2018)

Association des femmes peuples autochtones du Tchad (AFPAT) (2015-2018)

Association des ressortissants et amis d'Eséka (2015-2018)

Association femmes solidaires au Togo (2015-2018)

Association for Emissions Control by Catalyst (AECC) (2015-2018)

Association for Solidarity with Freedom-Deprived Juveniles (2015-2018)

Association marocaine des droits humains (2015-2018)

Association mauritanienne pour la promotion du droit (2015-2018)

Association Miraisme International (2015-2018)

Association nationale de coopération pour le développement du Cameroun (ANACODECAM) (2015-2018)

Association of Asian Confederation of Credit Unions (2015-2018)

Association of United Families International (2015-2018)

Association pour l'éducation, la santé et la promotion des femmes et des enfants au Cameroun « ESOFÉ » (2015-2018)

Association pour le développement économique, social, environnemental du nord (2015-2018)

Association pour les victimes du monde (2015-2018)

Asociación Proyecto Hombre (2015-2018)

Associazione Carcere e Territorio (2015-2018)

Assyrian Aid Society (Iraq) (2015-2018)

Aube nouvelle pour la femme et le développement (2015-2018)

Baha'i International Community (2014-2017)

Bahrain Women Society (2015-2018)

Bangladesh Nari Progati Sangha (2015-2018)
 Behnam Daheshpour Charity Organization (2015-2018)
 Beijing Children's Legal Aid and Research Center (2015-2018)
 Beijing Zhicheng Migrant Workers' Legal Aid and Research Center (2015-2018)
 Beirut Institute (2015-2018)
 Bhagwan Mahaveer Viklang Sahayata Samiti Jaipur (2015-2018)
 Bilie Human Rights Initiative (2015-2018)
 Boy with a Ball Ministries (2015-2018)
 Buddha's Light International Association (2015-2018)
 Campaign for Human Rights and Development Sierra Leone (2015-2018)
 Campaign Life Coalition (2015-2018)
 Canada's National Firearms Association (2015-2018)
 Canadian Centre on Substance Abuse (CCSA) (2015-2018)
 Canadian Pugwash Group (2015-2018)
 Canterbury Business Association, Incorporated (2015-2018)
 CARE International (2015-2018)
 Caribbean Medical Association/Asociación Médica del Caribe (2015-2018)
 Caritas Internationalis – International Confederation of Catholic Charities (2015-2018)
 Caucus for Women's Leadership (2015-2018)
 Center for Economic and Social Rights (2015-2018)
 Center for International Earth Science Information Network (2015-2018)
 Center for Regional Policy Research and Cooperation « Studiorum » (2015-2018)
 Center for Religion and Diplomacy, Inc. (2015-2018)
 Centre catholique international de Genève (CCIG) (2015-2018)
 Centre d'accompagnement des autochtones pygmées et minoritaires vulnérables (2015-2018)
 Centre d'accueil et de volontariat pour orphelins, abandonnés et handicapés du Cameroun (CAVOAH-CAM) (2015-2018)
 Centre d'encadrement et développement des anciens combattants (2015-2018)
 Centre de vulgarisation de l'outil informatique (CVOI) (2015-2018)
 Centre européen de recherche et de prospective politique (CEREPPOL) (2015-2018)
 Centre for Community Regeneration and Development (2015-2018)
 Centre for Equality Rights in Accommodation (2015-2018)
 Centre for Equality, Ltd. (2015-2018)
 Centre for International Sustainable Development Law (2015-2018)
 Centre for Renewable Energy and Action on Climate Change (2015-2018)

Centre international de droit comparé de l'environnement (2015-2018)
Centro de Estudios Sobre la Juventud (2015-2018)
CGFNS International, Inc. (2015-2018)
Chant du guépard dans le désert (2015-2018)
Child Development Foundation (2015-2018)
Child Rights Connect (2015-2018)
Childlink Foundation (2015-2018)
Children's Human Rights Centre of Albania (2015-2018)
China Association of Non-Profit Organizations (2015-2018)
China Foundation for Poverty Alleviation (2015-2018)
China Great Wall Society (2015-2018)
China International Public Relations Association (CIPRA) (2015-2018)
Chinese American Parent-Student Council of New York City, Inc. (2015-2018)
Chinese Association for International Understanding (2015-2018)
Christian Legal Fellowship (2015-2018)
Citizens' Coalition for Economic Justice (2015-2018)
Civil Society Legislative Advocacy Centre (2015-2018)
Coalition of Activist Lesbians (Australia) (2015-2018)
Colombian Commission of Jurists (2015-2018)
Colombian Confederation of NGOs (2015-2018)
Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos
« Capaj » (2015-2018)
Comité français pour l'Afrique du Sud (2015-2018)
Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos (2015-2018)
Commission africaine des promoteurs de la santé et des droits de l'homme
(2015-2018)
Community Social Welfare Foundation (2015-2018)
Company of the Daughters of Charity of St. Vincent de Paul (2015-2018)
Concepts of Truth (2015-2018)
Concern Worldwide US (2015-2018)
Confederazione Generale Italiana del Lavoro/General Italian Confederation of
Labour (2015-2018)
Congregations of St. Joseph (2015-2018)
Connecting.nyc, Inc. (2015-2018)
Conscience and Peace Tax International (CPTI) (2015-2018)
Conseil de jeunesse pluriculturelle (COJEP) (2015-2018)
Convention of Independent Financial Advisors (2015-2018)

Coordinating Board of Jewish Organizations (2015-2018)

Coordination immigrés du sud du monde, Vénétie (CISM) (2015-2018)

Corporación Acción Técnica Social (ATS) (2015-2018)

Count of Monte Alea Foundation, Inc. (2015-2018)

Coup de pouce (2015-2018)

Crowley Children's Fund (2015-2018)

Dacia Revival International Society, Inc. (2015-2018)

Dar Si-Hmad for Development, Education and Culture in Sidi Ifni (2015-2018)

Darüşşafaka Cemiyeti (2015-2018)

Deaf Aid (2015-2018)

Defence for Children International (2015-2018)

Development Action for Women Network, Inc. (2015-2018)

Development Generation Africa International (DGAI) (2015-2018)

Development Innovations and Networks (2015-2018)

Dianova International (2015-2018)

Dignité impact/Impact Dignity (2015-2018)

Diplomatic Council, e.V. (2015-2018)

Disabled Peoples International (2015-2018)

Disease Management Association of India (2015-2018)

Dóchas – The Irish Association of Non-Governmental Development Organisations (2015-2018)

Drammeh Institute, Inc. (2015-2018)

Du pain pour chaque enfant (2015-2018)

Earthjustice (2015-2018)

Ecumenical Alliance for Human Rights and Development (EAHRD) (2015-2018)

Egyptian Center for Women's Rights (2015-2018)

Emergency – Life Support for Civilian War Victims (2015-2018)

Environmental Ambassadors for Sustainable Development (2015-2018)

Environmental Women's Assembly (2015-2018)

Equidad de Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia, AC (2015-2018)

Espace Afrique international (2015-2018)

Ethics & Religious Liberty Commission of the Southern Baptist Convention (ERLC) (2015-2018)

Europäischer Interessenverband Handel-Gewerbe-Industrie (EIVHGI) (2015-2018)

European Disability Forum (2015-2018)

European Health Psychology Society (2015-2018)

European Transport Safety Council (2015-2018)

European Women's Lobby (2015-2018)

European Youth Forum (2015-2018)

Federación Internacional de Asociaciones de Ayuda Social Ecológica y Cultural (FIADASEC)/International Federation of Associations for Social, Ecological and Cultural Help (FIADASEC) (2015-2018)

Federación Internacional de Fe y Alegría (2015-2018)

Federation for Women and Family Planning (2015-2018)

Federation of Associations of Former International Civil Servants (2015-2018)

FEMM Foundation (2015-2018)

First Nations Summit (2015-2018)

Fondation Congo Assistance (2015-2018)

Fondation Institut de recherche pour le développement durable et les relations internationales (2015-2018)

Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement (2015-2018)

Fondation pour l'éradication du travail des enfants dans la culture du tabac (2015-2018)

Fondazione Marista per la Solidarietà Internazionale, ONLUS (2015-2018)

Fondazione Rosselli Americas (2015-2018)

Fonds Tara (2015-2018)

Forum Azzahrae pour la femme marocaine (2015-2018)

Forum for Women and Development (FOKUS) (2015-2018)

Forum Réfugiés – Cosi (2015-2018)

Foundation for Research on Technology Migration and Integration (2015-2018)

Foundation for the Development of Knowledge Suma Veritas (2015-2018)

Foundation Projekta for Women and Development Services/Stichting Projekta (2015-2018)

Fracarita International (2015-2018)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)

Franciscans International (2015-2018)

Fundación Ambiente y Recursos Naturales (2015-2018)

Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre (2015-2018)

Fundación Atenea Grupo, GID (2015-2018)

Fundación Centro Latinoamericano de Derechos Humanos (2015-2018)

Fundación Diagrama: Intervención Psicosocial (2015-2018)

Fundación Latinoamericana por los Derechos Humanos y el Desarrollo Social (2015-2018)

Fundación Luz María (2015-2018)

Fundación Riba (2015-2018)

Fundación Salvadoreña para el Desarrollo Económico y Social (2015-2018)
Gender at Work (2014-2017)
Gibh Varta Manch (2015-2018)
Gic technologies nouvelles au Cameroun (2015-2018)
Girl Scouts of the United States of America (2015-2018)
Global Academy Institute of Technology Foundation, Inc. (2015-2018)
Global Bioethics Initiative, Inc. (2015-2018)
Global Forum on Human Settlements (2015-2018)
Global Justice Center (2015-2018)
Global Network for Rights and Development (GNRD) (2015-2018)
Global Vision India Foundation (2015-2018)
Global Volunteers (2015-2018)
Globe International (2015-2018)
Graduate Women International (GWI) (2015-2018)
Grand Triangle, Inc. (2015-2018)
Groupe d'action pour la promotion socioculturelle et l'alphabetisation : nouvelle énergie (2015-2018)
Grupo de Información en Reproducción Elegida, AC (GIRE) (2015-2018)
Grupo Intercultural Almaciga (2015-2018)
Habitat for Humanity International (2015-2018)
Handicap International (2015-2018)
Hazrat Javad-al-Aemeh Cultural Charity Institute (2015-2018)
Healthy Start Initiative (2015-2018)
Helios Life Association (2015-2018)
Help Me See, Inc. (2015-2018)
Help4help (2015-2018)
High Atlas Foundation (2015-2018)
Himalayan Research and Cultural Foundation (2015-2018)
Hong Kong Council of Social Service (2015-2018)
Horn of Africa Voluntary Youth Committee (HAVOYOCO) (2015-2018)
Howard Center for Family, Religion and Society (2015-2018)
Howard League for Penal Reform (2015-2018)
Human Appeal International (2015-2018)
Human in Love (2015-2018)
Human Life International, Inc. (2014-2017)
Human Relief Foundation (2015-2018)
Human Rights Council of Australia, Inc. (2015-2018)

Human Rights Information and Documentation Systems International (2015-2018)

Human Rights Law Centre (2015-2018)

Human Rights League of the Horn of Africa (2015-2018)

Human Rights National Circle (HRNC)/Cercle national des droits de l'homme (CNDH) (2015-2018)

IBREA Foundation (2015-2018)

Ilingwesi Afya Program (2015-2018)

Indian Council of Education (2015-2018)

Institut de la démocratie et de la coopération (2015-2018)

Institute for Global Environmental Strategies (2015-2018)

Institute for International Urban Development (2015-2018)

Institute for Sustainable Development and Research (ISDR) (2015-2018)

Institute for Women's Studies and Research (2015-2018)

Institute of the Blessed Virgin Mary – Loreto Generalate (2015-2018)

Instituto para la Participación y el Desarrollo, Asociación Civil (INPADE) (2015-2018)

Instituto Qualivida (2015-2018)

Integrated Youth Empowerment – Common Initiative Group (IYE-CIG) (2015-2018)

Inter-action globale (IAG) (2015-2018)

International Action Network on Small Arms (2015-2018)

International Alert (2015-2018)

International Alliance for Responsible Drinking (2015-2018)

International Alliance of Women (2015-2018)

International Association for the Defence of Religious Liberty/Association internationale pour la défense de la liberté (2015-2018)

International Association for Water Law (2015-2018)

International Association of Charities (2015-2018)

International Association of Jewish Lawyers and Jurists (2015-2018)

International Association of Lawyers Against Nuclear Arms (2015-2018)

International Association of Schools of Social Work (2015-2018)

International Association of Soldiers for Peace (2015-2018)

International Black Women for Wages for Housework (2015-2018)

International Bureau for Epilepsy (IBE) (2015-2018)

International Campaign to Ban Landmines – Cluster Munition Coalition (ICBL-CMC) (2015-2018)

International Center for Ethno-Religious Mediation, Inc. (2015-2018)

International Center for Not-for-Profit Law (INCPL) (2015-2018)

International Christian Organisation of the Media (2015-2018)

International Committee for the Indigenous Peoples of the Americas (Switzerland) (2015-2018)

International Confederation of the Society of St. Vincent de Paul (2015-2018)

International Corrections and Prisons Association for the Advancement of Professional Corrections (2015-2018)

International Council for Game and Wildlife Conservation (2015-2018)

International Council of Russian Compatriots (ICRC) (2015-2018)

International Council of Scientific Unions (2015-2018)

International Council of Women (2015-2018)

International Development Information Organization (2015-2018)

International Ecological Safety Cooperative Organization (2015-2018)

International Falcon Movement – Socialist Educational International (2015-2018)

International Family Therapy Association (2015-2018)

International Federation for Family Development (2015-2018)

International Federation for Hydrocephalus and Spina Bifida (IF) (2015-2018)

International Federation of Associations of the Elderly (2015-2018)

International Federation of Journalists (2009-2012)

International Federation of Medical Students' Associations (2015-2018)

International Federation of Psoriasis Associations (2015-2018)

International Federation of Social Workers (2015-2018)

International Federation on Ageing (2015-2018)

International Fellowship of Reconciliation (2015-2018)

International Foundation for Electoral Systems (2015-2018)

International Geothermal Association, Incorporated (2015-2018)

International Harm Reduction Association (IHRA) (2015-2018)

International Human Rights Observer Pakistan (IHRO) (2015-2018)

International Indian Treaty Council (2015-2018)

International Informatization Academy (2015-2018)

International Institute for Child Protection (2015-2018)

International Institute for the Rights of the Child (2015-2018)

International Islamic Relief Organization (2015-2018)

International Islamic Youth League (2015-2018)

International Jurists Organisation (2015-2018)

International Juvenile Justice Observatory (2015-2018)

International Law Association (2015-2018)

International Law Enforcement Federation (2015-2018)

International Lesbian and Gay Association (2015-2018)
International Mahavira Jain Mission (2015-2018)
International Motor Vehicle Inspection Committee (2015-2018)
International Movement ATD Fourth World (2015-2018)
International Multiracial Shared Cultural Organization (2015-2018)
International Network for the Prevention of Elder Abuse (2015-2018)
International Network of Liberal Women (2015-2018)
International Ocean Institute (2015-2018)
International Ontopsychology Association (2015-2018)
International Organization for Standardization (2015-2018)
International Organization of Employers (2015-2018)
International Peacebuilding Alliance (Interpeace) (2015-2018)
International Planned Parenthood Federation (Europe region) (2015-2018)
International Planned Parenthood Federation (western hemisphere region) (2015-2018)
International Police Executive Symposium (2015-2018)
International Press Institute (2001-2004)
International Press Institute (2005-2008)
International Press Institute (2009-2012)
International Rescue Committee, Inc. (2015-2018)
International Samaritan (2015-2018)
International Sociological Association (2015-2018)
International Trade Union Confederation (2015-2018)
International Union for Land Value Taxation and Free Trade (2015-2018)
International Union of Economists (2015-2018)
International Union of Latin Notariat (2015-2018)
International Volunteer Organization for Women, Education Development (2015-2018)
International Volunteerism Organization for Women, Education and Development (VIDES) (2015-2018)
International Women & Family Foundation (2015-2018)
International-Lawyers.org (2015-2018)
IOGT International (2015-2018)
Isa Viswa Prajnana Trust (2015-2018)
Islamic Research & Information Artistic and Cultural Institute (2015-2018)
Japan Civil Liberties Union (2015-2018)
Japan Federation of Bar Associations (2015-2018)

Japan National Committee for UN-Women (2015-2018)
Join Together Society (2015-2018)
Jubilee Campaign (2015-2018)
Junior Chamber International (2015-2018)
Karamah: Muslim Women Lawyers for Human Rights (2015-2018)
Kaurareg Aboriginal Land Trust (2015-2018)
Kawish Resource Center (2015-2018)
Kids Included Together (2015-2018)
Kikandwa Rural Communities Development Organization (KIRUCODO) (2015-2018)
Kiyana Karaj Group (2015-2018)
Korean Association for Supporting the SDGs for the UN (ASD) (2015-2018)
Korean Bar Association (2015-2018)
Korean Institute for Women and Politics (2015-2018)
L'auravetli'an Information and Education Network of Indigenous People (LIENIP) (2015-2018)
La fondation de la progéniture Denis Lomela Ifangwa (2015-2018)
Lama Gangchen World Peace Foundation (LGWPF) (2015-2018)
Latter-day Saint Charities (2015-2018)
Laya (2015-2018)
Leadership Conference on Civil Rights Education Fund (2015-2018)
Legião da Boa Vontade/Legion of Good Will (2015-2018)
Life for Relief and Development (2015-2018)
Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (2015-2018)
Ligue marocaine de la citoyenneté et des droits de l'homme (2015-2018)
Madre, Inc. (2015-2018)
Managing Committee of Kalinga Institute of Social Sciences (2015-2018)
Manav Pragati Sansthan, Rajgarh (2015-2018)
Manhattan Multicultural Counseling (2015-2018)
Martina Centre for Sustainable Development (2015-2018)
Maryam Ghasemi Educational Charity Institute (2015-2018)
Mayama, Asociación Civil (2015-2018)
Mayors for Peace (2015-2018)
Medical Women's International Association (2015-2018)
Medrar (2015-2018)
Mercy-USA for Aid and Development, Inc. (2015-2018)
Metro Toronto Chinese & Southeast Asian Legal Clinic (2015-2018)

México Unido contra la Delincuencia, AC (2015-2018)

Millennium Institute (2015-2018)

Miroslava International Alliance (2013-2016)

Misión Mujer, AC (2015-2018)

Mission International Rescue Foundation (MIR) (2015-2018)

Mongolian Family Welfare Association (2015-2018)

Mouvement national des jeunes patriotes du Mali (2015-2018)

Movement for a Better World (2015-2018)

Muslim World League (2015-2018)

NABU – Knowledge Transfer Beyond Boundaries (2015-2018)

National Aboriginal Circle against Family Violence (2015-2018)

National Alliance of Women’s Organizations (2015-2018)

National Association of Community Legal Centres, Inc. (2015-2018)

National Council of Child Rights Advocates, Nigeria (south-west zone) (2015-2018)

National Council of Negro Women (2015-2018)

National Council of Women of the United States, Inc. (2015-2018)

National Native Title Council (2015-2018)

National Shooting Sports Foundation, Inc. (2015-2018)

National Women’s Council of Catalonia/Consell Nacional de Dones de Catalunya (2015-2018)

New Japan Women’s Association (2015-2018)

New Progressive Alliance (2015-2018)

New York County Lawyers’ Association (2015-2018)

Niger Delta Women’s Movement for Peace and Development (2015-2018)

Nigerian Network of Women Exporters of Services (2015-2018)

Noah’s Arc Foundation (2015-2018)

Non-for-Profit Organization « Expert Society on Space Threat Defense » (2015-2018)

Non-for-Profit Organization « International Association of Technical Survey and Classification Institutions » (2015-2018)

Non-Governmental Ecological Vernadsky Foundation (2015-2018)

Nonviolent Peaceforce (2015-2018)

Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty (2015-2018)

Nord-Sud XXI/North-South XXI (2015-2018)

Northern CCB (2015-2018)

Northern Ireland Women’s European Platform (2015-2018)

Norwegian Forum for Environment and Development (2015-2018)

Nouveaux droits de l'homme (NDH) (2015-2018)

Objectif sciences international (2015-2018)

OceanCare (2015-2018)

OISCA International (South India chapter) (2015-2018)

OLPC Foundation (2015-2018)

Order of St. John (2015-2018)

Organisation nationale des donneurs de sang bénévole (2015-2018)

Organisation pour la prévention et l'intervention contre les risques et contingences (2015-2018)

Organização das Famílias da Ásia e do Pacífico (2015-2018)

Organización de Entidades Mutuales de las Américas (2015-2018)

Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement International (2015-2018)

Organization of Islamic Capitals and Cities (2015-2018)

Pacific Rim Institute for Development & Education (2015-2018)

Pag-Aalay Ng Puso Foundation (Offering of the Heart Foundation) (2015-2018)

Palestinian Return Centre, Ltd. (2015-2018)

Pan Pacific and South-East Asia Women's Association of Thailand (2015-2018)

PanAmerican-PanAfrican Association, Inc. (2015-2018)

Partnership for Sustainable Development (PASD) (2015-2018)

Pax Christi International – International Catholic Peace Movement (2015-2018)

Peace and Life Enhancement Initiative International (2015-2018)

Peivande Gole Narges Organization (2015-2018)

Permanent Assembly for Human Rights (2015-2018)

Plan International, Inc. (2015-2018)

Planned Parenthood Federation of America (2015-2018)

Poverty Alleviation for the Poor Initiative (2015-2018)

Poverty Elimination and Community Education Foundation (2015-2018)

Prasad Project, Inc. (2015-2018)

Priests for Life (2015-2018)

Privacy International (2015-2018)

Program for Appropriate Technology in Health (PATH) (2015-2018)

Pro-Life Campaign (2015-2018)

Public International Law and Policy Group (2015-2018)

Pugwash Conference on Science and World Affairs (2015-2018)

Rajasthan Samgrah Kalyan Sansthan (2015-2018)

Ramola Bhar Charitable Trust (2015-2018)

RARE (2015-2018)

Red Mujeres, Desarrollo, Justicia y Paz, AC (2015-2018)

Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social (2015-2018)

Rede Brasileira de Redução de Danos e Direitos Humanos (REDUC) (2015-2018)

Réseaux IP européens Network Coordination Centre (2015-2018)

Restoration World Outreach Ministries (2015-2018)

Romanian Independent Society of Human Rights (2015-2018)

Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und Politische Bildung e.V. (2013-2016)

Roshd Foundation (2015-2018)

Roundtable Association of Catholic Diocesan Social Action Directors (2015-2018)

Rural Community Development Program (2015-2018)

Rural Development Centre (2015-2018)

Sacro Militare Ordine Costantiniano di San Giorgio (2015-2018)

Safe Water Network (2015-2018)

Sahkar Social Welfare Association (2015-2018)

Sahyog International Foundation (2015-2018)

Salesian Missions, Inc. (2015-2018)

Salvation Army (2015-2018)

Sam Kader Memorial Fund (2015-2018)

Samarthanam Trust for the Disabled (2015-2018)

Samarthyam (2015-2018)

Sambhali Trust (2015-2018)

Samdong International Association, Inc. (2015-2018)

Samuhik Abhiyan (2015-2018)

Schools without Borders (2015-2018)

Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände (2015-2018)

Self-Help Development Facilitators (2015-2018)

Serve Train Educate People's Society (2015-2018)

Servicios Ecuéménicos para Reconciliación y Reconstrucción (2015-2018)

Shanta Memorial Rehabilitation Centre (2015-2018)

Shia Rights Watch, Inc. (2015-2018)

Shimin Gaikou Centre – Citizens' Diplomatic Centre for the Rights of Indigenous Peoples (2015-2018)

Shohratgarh Environmental Society (2015-2018)

Sikh Human Rights Group (2015-2018)

Sindh Community Foundation (2015-2018)

Skyian Welfare Organization (2015-2018)
Social Development International (SDI) (2015-2018)
Social Welfare Corporation « Miral Welfare Foundation » (2015-2018)
Socialist International (2015-2018)
Socialist International Women (2015-2018)
Society for Human Advancement and Disadvantaged Empowerment (2015-2018)
Society for Industrial and Organizational Psychology (2015-2018)
Society for the Promotion of Youth and Masses (2015-2018)
Society for the Psychological Study of Social Issues (2015-2018)
Society of Collective Interests Orientation (2015-2018)
Sociologists for Women in Society (2015-2018)
Soroptimist International of Europe (2015-2018)
SOS Kinderdorf International (2015-2018)
South Sudanese Women Christian Mission for Peace (2015-2018)
Special Olympics International (2015-2018)
Stichting Global Human Rights Defence (2015-2018)
Stiftelsen Stockholm International Water Institute (2015-2018)
Stree Aadhar Kendra (2015-2018)
Stree Mukti Sanghatana/Women's Development Center (2015-2018)
Students for Sensible Drug Policy (2015-2018)
Sulabh International (2015-2018)
Swedish Association for Sexuality Education (2015-2018)
Swedish Federation for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Rights (RFSL) (2015-2018)
Swiss Catholic Lenten Fund (2015-2018)
Syrian Center for Media and Freedom of Expression (2015-2018)
Tabernacle Worship and Prayer Ministry, Inc. (2015-2018)
Tandem Project (2015-2018)
Temple of Understanding (2015-2018)
Terra-1530 (2015-2018)
Terre des hommes fédération internationale (2015-2018)
The Arab group for the Protection of Nature (2015-2018)
The HETL Association, Inc. (2015-2018)
The Institute of Development Studies (2015-2018)
The International Coalition to Ban Uranium Weapons (2015-2018)
The New Zealand Drug Foundation (2015-2018)
The Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)

The Royal Institution of Chartered Surveyors (2015-2018)

The Society for Recovery Support (2015-2018)

The Tronie Foundation (2015-2018)

The United Kingdom Grand Priory of the International Knightly Order Valiant of St. George (2015-2018)

The Washington and Lee University (2015-2018)

The Well-Being Foundation (2015-2018)

The World Association for al-Azhar Graduates (WAAG) (2015-2018)

Third World Institute/Instituto del Tercer Mundo (2015-2018)

Touro Law Center – The Institute on Human Rights and the Holocaust (2015-2018)

Transform Drug Policy Foundation (2015-2018)

Tribal Link Foundation, Inc. (2015-2018)

Trilok Youth Club and Charitable Trust, Vadodara (2015-2018)

Tripura Foundation, Inc. (2015-2018)

Udisha (2015-2018)

Udyama (2015-2018)

Un Techo para Mi País (2015-2018)

UNESCO Centre of Catalonia (2015-2018)

Union for International Cancer Control (2015-2018)

Union internationale des chemins de fers (UIC) (2015-2018)

Union of British Columbia Indian Chiefs (2015-2018)

Union of International Associations (2015-2018)

United Help for International Children (2015-2018)

United Nations Association of Russia (2015-2018)

United Nations Association of San Diego (2015-2018)

United Religions Initiative (2015-2018)

United States Committee for UNIFEM (2015-2018)

United States International Council on Disabilities (2015-2018)

United States Sustainable Development Corporation (2015-2018)

United Towns Agency for North-South Cooperation (2015-2018)

Univers de solidarité et de développement (2015-2018)

Universidad Interamericana de Puerto Rico, Inc. (2015-2018)

UN-Women – Nationell Kommitté Sverige (2015-2018)

UN-Women Australia, Incorporated (2015-2018)

UN-Women for Peace Association, Inc. (2015-2018)

Utah China Friendship Improvement Sharing Hands Development and Commerce (2015-2018)

Vaagdhara (2015-2018)
Validity Foundation – Mental Disability Advocacy Centre (2015-2018)
Verein Sudwind Entwicklungspolitik (2013-2016)
Vier Pfoten International, gemeinnützige Privatstiftung (2015-2018)
Viet Nam Family Planning Association (VINAFFPA) (2015-2018)
Villages Unis/United Villages (2015-2018)
Vision Welfare Group (2015-2018)
Vivekananda Sevakendra-O-Sishu Uddyan (2015-2018)
Wales Assembly of Women (2015-2018)
Wiener Drogen Komitee/Vienna NGO Committee on Drugs (2015-2018)
Woïyo Kondeye (2015-2018)
Women for Human Rights, Single Women Group (2015-2018)
Women for Women's Human Rights – New Ways (2009-2012)
Women Founders Collective (2015-2018)
Women Trafficking and Child Labour Eradication Foundation (2015-2018)
Women's Empowerment Group (2015-2018)
Women's Human Rights International Association (2015-2018)
Women's International Zionist Organization (2015-2018)
Women's Union of Russia (2015-2018)
Women's World Banking (2015-2018)
Women's World Summit Foundation (2015-2018)
Womensport International (2015-2018)
Working Women Association (2015-2018)
World Alliance of Young Men's Christian Associations (2015-2018)
World Animal Net, Inc. (2015-2018)
World Assembly of Youth (2015-2018)
World Association of Industrial and Technological Research Organizations (2015-2018)
World Blind Union (2015-2018)
World Council for Psychotherapy (2015-2018)
World Council of Arameans (Syriacs) (2015-2018)
World Council of Independent Christian Churches (2012-2015)
World Federation for Mental Health (2015-2018)
World Federation of Methodist and Uniting Church Women (2015-2018)
World Federation of the Deaf (WFD) (2015-2018)
World Federation of the Deafblind (WFDB) (2015-2018)
World Federation of United Nations Associations (2015-2018)

World Hunger Year, Inc. (2012-2015)
World Jurist Association of the World Peace through Law Center (2015-2018)
World Lebanese Cultural Union, Inc. (2015-2018)
World Mission Foundation – Crusaders Against HIV/AIDS (2015-2018)
World Muslim Congress (2015-2018)
World Network of Users and Survivors of Psychiatry (WNUSP) (2015-2018)
World Organization for Early Childhood Education (2015-2018)
World Organization of Building Officials (2015-2018)
World Rehabilitation Fund, Inc. (2015-2018)
World Safety Organization (2015-2018)
World Society of Victimology (2015-2018)
World Young Women’s Christian Association (2015-2018)
Youth and Women Empowerment Centre (2015-2018)
Youth Bridge Foundation (2015-2018)
Youth Empowerment Synergy (2015-2018)
Zamani Foundation (2015-2018)

f) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l’examen des demandes d’admission au statut consultatif présentées par les 18 organisations ci-après, qui n’ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Children’s Dignity Forum (CDF)
Climate-KIC Holding, BV
Darülaceze Vakfı – Huzur Sağlık ve Eğitim Vakfı
Dünya Yerel Yönetim ve Demokrasi Vakfı
European Grassroots Antiracist Movement (EGAM)
Fundación Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional
Groupe de recherche et d’information sur la paix et la sécurité
Institut arabe des chefs d’entreprise
International Youth Committee
Komitet pravnika za ljudska prava
Relations publiques sans frontières
Rupani Foundation
Sahipkiran Stratejik Araştırmalar Merkezi
SOS Exclus pour la protection et l’épanouissement de la famille, de l’enfant et des personnes vulnérables
SOS-Esclaves
The Centre for International Governance Innovation

The Public Association « Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law » (the Republican Status)

Waste Management Society

g) de noter que le Comité a décidé de prendre acte de la demande de l'organisation Mother Helpage (UK) de retirer sa demande d'admission au statut consultatif.

Projet de décision II

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2020

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2020.

II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 7^e à sa 12^e séance, du 23 au 27 janvier, et le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 1^{re} à sa 7^e séance du 20 au 23 janvier, et à ses 14^e et 15^e séances, les 28 et 29 janvier. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors des sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2019 ([E/C.2/2020/CRP.1](#)) et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de ses sessions antérieures ([E/C.2/2020/CRP.2](#)) ;

b) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social reçues d'organisations non gouvernementales ([E/C.2/2019/R.2](#) et [E/C.2/2019/R.2/Add.1-29](#)) ;

c) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de reclassement devant être examinées par le Comité ([E/C.2/2020/CRP.45](#)) ;

d) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de fusion dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de ses sessions antérieures ([E/C.2/2020/CRP.3](#)) ;

e) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales ([E/C.2/2020/CRP.5](#)) ;

f) Mémoire du Secrétaire général relatif à une demande de changement de nom reçue d'une organisation non gouvernementale dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de ses sessions antérieures ([E/C.2/2020/CRP.6](#)).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 7^e à sa 12^e séance, du 23 au 27 janvier. Il a examiné 272 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif aux 48 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

Afrikaanse Forum vir Burgerregte

Al-Najat Charity Society

Alliance des femmes pour l'égalité et le genre en Guinée

Centre d'étude et de prospective stratégique

Community Center for Integrated Development

Conflict Armament Research, Ltd.

Coptic Orphans Support Association

Dalit Welfare Association

Dementia Alliance International

Eurasia Partnership Foundation

European Coalition for Just and Effective Drug Policies (ENCOD)

Family Planning NSW

Family Policy Institute

Federal Bar Association

Fondazione Giacomo Brodolini

Fundación Latinoamérica Reforma

Global One 2015

Gooddler Foundation

Humanitarian Exchange and Research Center (HERE)

His Highness Maharaj Hanwant Singhji Charitable Trust

Humanity Unified International, Inc.

Insan Defending Human Rights

Institut international de recherche, de documentation et de formation pour la prévention et la lutte contre la falsification des produits de santé

International Interfaith Peace Corps, Inc.

International Network for Economic, Social and Cultural Rights, Inc. (ESCR-Net)

International Organization for Educational Development
 International Youth Council – Yemen Chapter (IYCY)
 i-Smile International
 Legal Center for Women’s Initiatives Sana Sezim
 NORSAAC
 North-East Affected Area Development Society (NEADS)
 OneNess Foundations Diaspora USA
 Palestinian Initiative for the Promotion of Global Dialogue and Democracy (Miftah)
 Pangloss
 Peace Brigades International
 Peace Now
 Sensitization Centre
 Shrimad Rajchandra Sarvamangal Trust
 Southern African AIDS Trust
 Stichting Iranian Center for International Criminal Law
 Stichting Youth for Road Safety (YOURS)
 Tangata Group, Inc.
 The United Society
 Welcome Clubs International, Incorporated
 Women Information Network
 Women in Politics Forum
 Women’s Rights and Health Project, Ltd./Gte.
 Youth Initiative for Drug Research Information Support and Education

Demandes dont l’examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l’examen des demandes d’admission des 205 organisations non gouvernementales ci-après jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur a posées à sa session ordinaire de 2020 :

Advocacy, Research, Training and Services Foundation (ARTS)
 Al-Aqsa Association for the Development of the Islamic Waqf (Endowment)
 Al-Imdaad Trust
 Al-Shafa’a Humanitarian Organization
 American Center for International Labor Solidarity
 American Gays and Lesbians Foundation
 Anti-Corruption Foundation
 Arab Program for Human Rights Activists
 Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)
 Asamblea Permanente por los Derechos Humanos – La Matanza

Asia Pacific Transgender Network
Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad
Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora
Association Against Women Export (AAWE)
Association mauritanienne action pour le développement humain
Association mauritanienne d'appui aux nécessiteux
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour « National Anti-Drug Union »
Association pour la défense des droits de l'homme et des revendications démocratiques/culturelles du peuple azerbaïdjanais-Iran – « ARC »
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Assyrian Aid Society of America, Inc.
Assyrian Documentation Centre
Atwar Organization for Research and Community Development
Avaaz Foundation
Bahrain Center for Human Rights
Baloch Voice Association
Beijing Volunteer Service Federation
Belarusian Fund of Peace
Blue Cross & Blue Crescent Society
Cairo Foundation for Development and Law
Canadian Human Rights International Organization (CHRIO)
Carlson Initiative for Peace and Human Rights
Centre international pour la paix et les droits de l'homme (CIPADH)
Centre Zagros pour les droits de l'homme
Cercle Martin Buber
Chanan Development Association
Charity Organization « International Charity Foundation – Global Ukraine »
Child Foundation (USA)
China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation
Chinese Culture Promotion Society
Christian Solidarity International (CSI)
Churches for Middle East Peace
Citizens' Alliance for North Korean Human Rights
Conflict Dynamics International, Inc.
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO)

Conseil promotionnel pour l'action des jeunes en Afrique
Coordination Waï (Éveil) relative à l'unité nationale et la lutte contre l'esclavage
Coptic Solidarity
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
Democracy Reporting International, gGmbH
Diakonia
Dimdim Humanitarian Relief Foundation
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Direct Focus Community Aid
Drug Free Pakistan Foundation
Drug Policy Network South East Europe
East Human Rights Group
Electronic Frontier Foundation, Inc.
Emberi Méltóság Központ
Engineering Association for Development and Environment
Ensar Vakfi
Environmental and Societal Development Foundation
Eri-Platform
Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
Etrat Fatemi Charity Institute
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées
Formation Awareness and Community Empowerment Society, Pakistan
(FACES Pakistan)
French Refugee Council
Fundacja Otwarty Dialog
Gaia Education
GIN-SSOGIE, NPC
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Rights for Women
Gulf Centre for Human Rights Limited (GCHR)
Gulshan-e-John
Habibian Association
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
Hope Worldwide Pakistan
HUIRA Village Support Organization

Human Development Foundation
Humanitarian Tracker
IFEX
Imam Khomeini Relief Foundation
Individual Land Trust
Inimõiguste Instituut
Institute of Rural Management
Instituția Privată Centrul Național de Studii și Informare pentru Problemele Femeii
« Parteneriat pentru Dezvoltare »
International Action Network for Gender Equity and Law
International Association of Genocide Scholars, Inc.
International Child Rights Center
International Civil Society Action Network, Inc.
International Council on Monuments and Sites
International Dalit Solidarity Network
International Economic Organization World Distribution Federation (WDF)
International Human Rights Organization
International Legal Assistance Consortium
International Medical Corps
International Non-Olympic Committee
International Non-Olympic University
International Organisation to Preserve Human Rights, Ltd.
International Union for Sustainable Development
Interregional Non-Governmental Human Rights Organization « Man and Law »
Interregional Non-Governmental Organization « Committee against Torture »
İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği
Islamic African Relief Agency (IARA)
Jerusalem Institute of Justice
Justice Centre Hong Kong, Limited
Kaarvan Crafts Foundation
Khmer M'Chas Srok (KMS)
Khmers Kampuchea-Krom Federation
Kurdistan Institute for Human Rights
Lawyers for Justice in Libya
Le collectif de la paix au Sri Lanka
Ligue mauritanienne pour l'appui aux initiatives associatives
Mangfoldhuset

Muslim Hands
National Committee on American Foreign Policy, Inc.
National Committee on BRICS Research
National Human Rights Civic Association « Belarusian Helsinki Committee »
National Youth Organization of Pakistan, Inc.
NK Watch
Non c'è pace senza giustizia
Non-Governmental Organization « Association Of Wives and Mothers Of Soldiers Participating in ATO »
Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)
Onelife Initiative for Human Development
Organisation mondiale pour les femmes et les enfants
Organisation suisse d'aide aux réfugiés
Organisation Tamaynut
Organization of female conscience renewal
Pak Special Persons Welfare Society
Pakistan International Human Rights Organization
Palestinian Association for Human Rights – Witness
Partners for Peace and Prosperity, Inc.
Partners for Progressive Israel
Peace Research Institute Oslo
Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)
Pouya Institute for Communications and Social Development
Public Organization « Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues and Monitoring the Drug Situation »
Republican Social Information Center « Istiqbolli Avlod »
Research Society of International Law
Réseau des droits humains du Kurdistan (RDHK)/Kurdistan Human Rights Network (KHRN)
Réveil communautaire d'assistance aux victimes
Rights and Resources Institute, Inc.
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.
RüstungsInformationsBüro, e.V.
Sabawon
Safe Care Trust International
Salam for Democracy and Human Rights
Scholé Futuro

Sex & Samfund
Shaik Taher Azzawi Charity Organization
Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
Shuhada Organization (SO)
Silk Road Chamber of International Commerce
Social Progress Imperative, Inc.
Social Services Trust
Society of Social Psychiatry and Mental Health
Solidarités international
Solidarity for Peace and Reunification of Korea
SOS Urgence
Stichting Mama Cash
Stichting Pro Papua
Su Politikaları Derneği
Swadhikar
Syrian American Medical Society Foundation
Syrian Youth Council
Terram Pacis
The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
The Bar Human Rights Committee
The Center for Bioethics and Culture
The Center for Justice and Accountability
The Global Initiative against Transnational Organized Crime
The Global Initiative to End all Corporal Punishment of Children, Limited
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
The New Woman Foundation
The Union of Non-Governmental Associations – The International Non-Governmental Organization « The World Union of Cossack Atamans »
The Voice Society
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Treatment Action Group
Trocaire
Türk Kadınlar Birliği Derneği
Türkiye Diyanet Vakfı

Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
 United National Organization of Human Rights
 United Sikhs
 Vang Pao Peace Institute
 VšĮ « Žmogaus teisių apsauga »
 Welfare Association Jared
 West Africa Coalition for Indigenous People's Rights (WACIPR)
 West Papua Interest Association
 White Ribbon Alliance for Safe Motherhood, Inc.
 Women's Freedom Forum, Inc.
 Women's Refugee Commission, Inc.
 World Association for Sexual Health
 World Federation of Free Trade Zones Co., Limited
 World Fund for Development and Planning (WFDP)
 World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
 World without Genocide
 Youth Resource, Information, Support, Education, Limited (Youth RISE)
 Zhongguancun Belt and Road Industrial Promotion Association

6. L'observatrice de l'Arménie a fait part de son fort désaccord avec l'attitude partielle adoptée envers l'organisation de la diaspora arménienne, le Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO). Elle a déclaré que, depuis 2013, la candidature de l'organisation avait été reportée en raison d'incessantes questions et de procédés dilatoires évidents. Elle a signalé que, lors de la session antérieure du Comité, l'organisation avait participé de bonne foi à la session de questions-réponses et avait fourni des réponses complètes et détaillées, y compris par écrit. Elle a estimé qu'il incombait tout particulièrement au petit nombre d'États Membres élus pour siéger au Comité chargé des organisations non gouvernementales d'adhérer fermement aux valeurs et aux principes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier lorsqu'il s'agissait d'entretenir des rapports avec des organisations de la société civile. Elle a déclaré que, en sa qualité de membre du Conseil économique et social, l'Arménie soulèverait la question dans le cadre du débat pertinent du Conseil.

7. La représentante de la Turquie a déclaré que sa délégation avait demandé davantage d'informations sur l'organisation afin de procéder à une évaluation plus exhaustive de la demande d'admission, conformément au cadre établi pour la procédure de demande d'admission concernant les organisations non gouvernementales. Elle a indiqué que certaines demandes prenaient plus de temps que d'autres, comme on a pu le constater lors de la présente session du Comité.

Demandes de reclassement

8. À sa 12^e séance, le 27 janvier, le Comité a examiné quatre demandes de reclassement dont l'examen avait été reporté, qui figurent dans le document de séance publié sous la cote [E/C.2/2020/CRP.2](#). Il a décidé de recommander que l'organisation ci-après soit reclassée, passant du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)] :

Eastern Regional Organization for Public Administration

9. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des demandes des trois organisations suivantes :

Institute of Noahide Code

The Fishermen

Widows for Peace through Democracy

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

10. À sa 15^e séance, le 29 janvier, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 18 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I, al. f)].

Demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif

11. À sa 11^e séance, le 27 janvier, le Comité a décidé de prendre acte de la demande d'une organisation non gouvernementale de retirer sa demande d'admission au statut consultatif [voir chap. I, projet de décision I, al. g)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement

12. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 1^{re} à sa 7^e séance, du 20 au 23 janvier, et à ses 14^e et 15^e séances, les 28 et 29 janvier. Au total, il a examiné 360 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

13. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 226 organisations ci-après, parmi les 360 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

‘Aha Pūnana Leo

3Strands Global Foundation

A11 – Initiative for Economic and Social Rights

A Leg to Stand On

Aalem for Orphan and Vulnerable Children, Inc.

Action for Pune Development

Action Lab for Development

Aden Center to Raise Awareness of the Risk of Drugs

Advocates for the Environment, Inc.

Afghanistan Democracy and Development Organization

African Radio Drama Association (ARDA)

African Youth Employment Initiatives (AYEI)

Africans in America for Restitution and Repatriation, Inc.
Africommunity Technology Development Centre, Abia State
Afrique Espérance
Agence internationale pour les formations et le développement
Agência Piaget para o Desenvolvimento
Agir contre les maladies non transmissibles au Niger
AID Foundation
All India Senior Citizen's Confederation (AISCCON)
Anderson Center International
Angel Support Foundation
Apostle Padi Ologo Traditional Birth Centre
Asian Dignity Initiative
Asian Venture Philanthropy Network, Limited
Asociación Forjando Futuro para Todos
Associação de Aposentados, Pensionistas e Reformados (APRE)
Associação Provedores de Respostas Sociais para o Desenvolvimento (PRSD)
Association Aicha pour le développement de proximité et l'environnement
Association APEDDUB
Association avocats sans frontières humanitaires du Cameroun
Association d'études et de recherches pour le développement
Association de développement agricole, éducatif et sanitaire de Manono
Association de protection et de promotion des intérêts des familles en périls
Association des femmes du secteur des industries extractives du Niger (AFSIEN)
Association européenne des véhicules électriques à batteries, hybrides et à piles à combustible
Association féminine la Lumière
Association for Community Awareness (ASCOA)
Association François-Xavier Bagnoud (FXB International)
Association of Community Social Volunteers International, Lagos
Association santé-éducation-démocratie (ASED)
Associazione Gruppo Arteam Jobel Teatro
Associazione La Società della Ragione
Banjara Seva Samithi
Bridgers Association
Cameroon Development and Education Foundation (CADEF)
Cameroon Gender and Environment Watch
Campaign for Human Rights and Social Transformation, Nepal

Campaign for the Fair Sentencing of Youth
Carefound – Liberia
Caribbean Natural Resources Institute
Catholic Youth Network for Environmental Sustainability in Africa
Center for Integrated Rural and Child Development
Centre de recherche et d'ingénierie sociales du Togo
Centre for Social Awareness, Advocacy and Ethics Incorporated
Centre international d'investissement
Centro de Apoio aos Direitos Humanos « Valdício Barbosa dos Santos »
Chaplain Ambassadors Peace Mission
Charity Society for Supporting Patients Suffering from Cancer
Children and Youth International
Children's HeartLink
China Foundation for Human Rights Development
Chunhui Children's Foundation
CLEEN Foundation
Club Ohada Thies
Coalition digitale
Cœur d'Afrique – Fondation Roger Milla
Coordinadora Latinoamericana de Cine y Comunicación de los Pueblos Indígenas, México
Corporación Kimirina
Council for International Cooperation – Ontario
CTECO – Kizota
Defensores do Planeta
Deutsche Gesellschaft für die Vereinten Nationen, e.V.
Edunet Foundation
Elizabeth Foundation
Energy Vision
Entraide et action sans frontière
Environmental Compliance Institute
Erasmus Student Network
Escuela del Estudio de la Intuición Enseñanza de Valores, Asociación Civil sin Fines de Lucro
Ethel Amawhe Charity Foundation
Ethio-Africa Diaspora Union Millennium Council, Limited
European Centre for Development Policy Management

European Society for Medical Oncology (ESMO)
Federación Mexicana de Universitarias
Fédération internationale d'astronautique (FIA)
Fitilla
Fondation Jérôme Lejeune
Foundation for International Development/Relief
Fundación Charles Darwin para las Islas Galápagos
Fundación de Música y Artes Naiot
Fundación Sustentabilidad, Educación, Solidaridad (Fundación SES)
Gerakan Nasional Anti Narkotika
Geriatric Care and Vulnerable Support Initiative
Global Appreciation and Skills Training Network
Global Business Coalition on HIV/AIDS, Tuberculosis and Malaria
Global GLOW
Global Women for Quality and Sustainable Development Initiative
Govardhan Ecovillage Trust
Green Crescent Health Development Initiative
Green Crescent Indonesia Foundation
Green Moon
Grikob Foundation Ghana
Habitat Derneği
Her Choices Trust
His Marvellous Grace Support Foundation
Hope for Life Initiative
Hope Inspired Foundation for Women and Youth
Hope Outreach Foundation
Human Impacts Institute, Inc.
Imagine Empowerment through Music
IMUNA, Incorporated
Incorporated Association Happy People
Independent Noncommercial Organization « Road Safety Promotion Centre
– Movement for Safe Traffic »
Initiative for African Youth Advancement Advocacy and Empowerment
Innovating Health International
Institute of Informatics and Development
Instituto de Estudios y Divulgación sobre Migración, AC

International Charitable Initiative for Girl Child and Women Development Foundation

International Transformation Foundation

Internet Corporation for Assigned Names and Numbers/Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet

J'ai Rêvé Foundation

Jagriti Child and Youth Concern Nepal

JFMO Servicios en Intermediación Pública, Asociación en Participación

Jyothirgamaya Foundation

Kafa (Enough) Violence & Exploitation

Khair al Kuwait Charity Organization

King Saud Foundation

Knowledge Mill International Foundation

Kobia

Ladli Foundation Trust

Lantuun Dohio

Law Explorer Development & Assistance Initiative

Lesotho National Federation of Organisations of the Disabled

Libyan Diplomats Organization

Lidè Foundation

Life Crown Foundation

Life Project 4 Youth (LP4Y)

Magdalene Iyamu Cancer Foundation

MakeSense

Mali action solidarité

Milagros Day Worldwide, Inc.

Missão Saúde para a Humanidade

Motus Health Initiative

NAMA Foundation

National Alliance for Rare Diseases Support – Malta

National Association of Women Entrepreneurs

National Foundation for Peace, Development and Human Rights

Native Children's Survival

Ndingicam Equity – Ndicameq

NGO Committee on Sustainable Development – NY, Inc.

No Borders Humanity Organization

Nor Luyce Mentoring Center for Youth

Nusroto Al-Anashid Association
Nutrition International
Orchid Project, Limited
Osdife Osservatorio sulla Sicurezza e Difesa CBRNe
Partnership for Peace and Security (PFPS)
Parvati.org
PEAC Institute – A NJ Nonprofit Corporation
Pertubuhan Bulan Sabit Hijau Malaysia/Green Crescent
Pleasant Gathering Club of Nigeria
Positive Youth Development Association
PRATYEK
Promundo – US
Raise Your Voice Saint Lucia
Reproductive Advocate Health Education, Ghana
Romeo and Zainab Boudib Foundation
Sawa for Development Association
Setu
Social Empowerment for Economic Development (SEED)
Society Educational Awareness Research Consultancy and Health Organization
Soul Sustainable Progress (SSP)
Sri Sathya Sai Central Trust
Steps towards Development
Stichting Health Action International
Stiftelsen Flowminder
Stroke Association SupportNetwork – Ghana
Svenska Naturskyddsföreningen
Team Rubicon UK
The African Centre for Human Advancement, Social and Community Development
Kuduru Bwari Abuja
The ANORW Police & Emergency Services of Ottawa Watershed
The Australian Council of Social Service, Incorporated
The Born Free Foundation, Limited
The Center for Oceanic Awareness, Research, and Education, Inc.
The Center for Water Security and Cooperation
The Fred Hollows Foundation, Limited
The Institute of Chartered Accountants in England and Wales
The Institute of Chartered Financial Analysts of India University, Sikkim

The Institute of Electrical and Electronics Engineers, Inc.
The Jordan Anti-Drugs Society
The Language Conservancy
The Millennium Promise Alliance, Inc.
The Oxford Centre for Hindu Studies
The Promise
The Regional Center for the Welfare of Ageing Persons in Cameroon
The Royal Society of London for Improving Natural Knowledge (The Royal Society)
The Secure Aid Relief Foundation
Tony-May Foundation
Touch a Heart Social and Economic Rights Initiative
Transient Workers Count Too (TWC2)
Udruzenje gradjana Zeleni polumjesec u Bosni I Hercegovini
Uganda Green Crescent Society
United Network Europa
USAfrica News, Inc.
Verband der deutschen Höhlen- und Karstforscher, e.V.
Via Vitae – Associação Portuguesa a Favor da População Sénior
Višva Guru Díp Hindu Mandir – české hinduistické společenství
Volontaires pour la paix
Women against Mutilations (WAM)
Women and Youth Awareness Empowerment Network
Women for Afghan Women, Inc.
Women Law and Development Centre, Nigeria
Women Wage Peace, Registered Association
Women, Infants and Children Care Initiative
World Development Foundation, Inc.
World Woman's Christian Temperance Union, Inc.
Worldwide Veterinary Service
Yahola Tribal Nation CSO, Inc.
Yedidim for Youth and Society
Yiaga Africa Initiative
Yolse, Santé publique et innovation
Youth Alive, Ltd./Gte.
Youth for Better Kenya
Youth in Technology and Arts Network (YOTAN)
Youth Leading Change – Aharai!

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

14. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 134 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2020 :

ACTAsia

AKIM Israel – National Organization for People with Intellectual Disabilities and their Families, Registered Association

Action contre les violations des droits des personnes vulnérables

Adivasi Yuva Seva Sangh

African Projects for Peace and Love Initiatives, Inc.

Anciens esclaves nouveaux citoyens

Arab Organization for Arabization and Communication

Arabian Rights Watch Association

Arms Control Association

Ashinaga

Asociación Conciencia, Asociación Civil

Association culturelle pour le développement social (ACDS)

Association for Dalit Women Advancement of Nepal

Associazione European Federation for Freedom of Belief

Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)

Aula Abierta

Avocats sans frontières France

Baghbaan

Beijing People's Association for Friendship with Foreign Countries

Caritas India

Center for Health and Development (CHD)

Centre mauritanien des droits de l'homme

Centre for Environmental Justice, Limited by Guarantee

Ciudadano Inteligente

Civitas Maxima

Comité de lutte et d'orientation sur les conséquences du divorce

Committee for Justice

Confederation of NGOs of Rural India

Cosmos Ndukwe Foundation

Denis Miki Foundation

Dialogue & Development Forum

Dr. B R Ambedkar Sports Foundation

Dr. Denis Mukwege Foundation
Dr. Kalam Smriti International
Eagle Vision Charity, Inc.
Empowering Humanity
Envision Global Care Foundation
Excel Multi-Purpose Cooperative Society, Limited, Warri
Feekr Organization for Dialogue and Human Rights Defense
Fields of Green for All, NPC
Fondation Mérieux USA, Inc.
Foreningen Tryggere Ruspolitikk
Forum international des plateformes nationales d'ONG
Foundation for Development Planning, Inc.
Fourth Wave Foundation
Fundación Mujeres
General Union of Arab Experts
Generations for Peace
Global Action for Trans* Equality, Inc.
Global Aid for Africa (GAA)
Global Center on Cooperative Security, Inc.
Global Detention Project
Global Network of Women Peacebuilders, Inc.
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar
Chakwal
Green Voice International
Grupo de Análisis para el Desarrollo
Harvard International Relations Council, Inc.
Hazrat-e Fatemeh Zahra Charity Institute
Human Rights Awareness and Promotion Forum – Uganda (HRAPF), Limited by
Guarantee
International Association of Prosecutors (IAP)
INPUD, Limited
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Institute for Integrated Rural Development
Institute for Reporters' Freedom and Safety
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
Institute of the Black World 21st Century, Inc.
Interfaith Center on Corporate Responsibility

Interfaith Encounter Association
International Anti-Terrorism Movement
International Commission on Violence against Women and Girls, Inc.
International Foundation for Sustainable Development
International Funders for Indigenous Peoples, Inc.
International Medical Crisis Response Alliance, Direct operation
International Network of Civil Liberties Organizations (INCLO)
International Society of Criminology
Internet sans frontières
Janmitra Nyas
Kafka Welfare Organization
Keen and Care Initiative, Ltd./Gte.
League of Arab People Organization
Les compagnons solidaires action terre d'Afrique – Association de coopération
et d'entraide humanitaire (ACEH)
Les femmes Michif Otipemisiwak
Lifelong Learning Platform
MenEngage Global Alliance
Mentor Amiable Professional Society
Mulabi Association Latin American Work Group for Sexual Rights, Civil
Association
Mwatana Organization for Human Rights
NATAL – Israel Trauma Center for Victims of Terror and War
National Association of Seadogs
National Peace Corps Association
New Barrackpore Samaj Bandhu Welfare Organization
Nobel Women's Initiative
Norwegian Church Aid
Organisation El Insaniya
Organisation européenne des centres islamiques (OECI)
Pakistan Press Foundation
Palestinian Working Woman Society for Development/Al-Mar'a Al-Amelah Al-
Felstinia Lel-Tanmia
Panhellenic Union of Cappadocian Associations
PeaceCorea
People for Equality and Relief in Lanka, Inc.
Photographers without Borders

Raad Al-Ghadir Charity Institute
Ray of Hope People
Razom, Inc.
Rotarian Action Group Addiction Prevention
Réseau européen pour l'Afrique centrale/European Network for Central Africa
Secours islamique France
Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation
Shurat HaDin, RA
Society for Cognition of Science and Art for Quality Welfare, Sustainance,
Livelyhood and Economic Development of the Poor (SCOSAQ)
Sosyal Akıl Derneği
South Asian Legal Clinic (Ontario)
Southeast Asia Sexual Orientation, Gender Identity and Expression Caucus, Inc. (ASC)
Stonewall Equality, Limited
SuperHealth, Inc.
Tai Studies Center
The American India Foundation
The Assembly of Unified Ummah Youth Non-Governmental Organization
The ONE Campaign
The YP Foundation
Together for Girls, Inc.
Uluslararası Doktorlar Derneği
United World Against Diabetes
Verein Euro Mea
Vishwa Manavadhikar Parishad
War Child
We Effect
Wikimedia Foundation, Inc.
Women for a Change, Cameroon
Women's Earth and Climate Caucus
WomenStrong International
World Organization for Human Rights (WOHR)
Y4D Foundation
Young League Pakistan

Demandes de reclassement

15. À sa 7^e séance, le 23 janvier, le Comité a examiné une nouvelle demande de reclassement, qui figure dans le document publié sous la cote [E/C.2/2020/CRP.45](#). Il

a décidé de recommander que l'organisation Plan International soit reclassée, passant du statut consultatif spécial au statut consultatif général [voir chap. I, projet de décision I, al. b)].

Demande de fusion

16. À sa 12^e séance, le 27 janvier, le Comité a recommandé au Conseil économique et social de prendre acte d'une demande de fusion de l'organisation Social Service Agency of the Protestant Church in Germany, ayant obtenu le statut consultatif spécial en 2004, avec l'organisation Protestant Development Service, qui forment désormais l'organisation Protestant Agency for Diakonie and Development ([E/C.2/2020/CRP.3](#)). Le Comité a également recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial à l'organisation Protestant Agency for Diakonie and Development [voir chap. I, projet de décision I, al. d)].

Demandes de changement de nom

17. À sa 14^e séance, le 28 janvier, le Comité a examiné huit nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et une demande de changement de nom dont l'examen avait été reporté lors de la session antérieure, qui figurent respectivement dans les documents publiés sous les cotes [E/C.2/2020/CRP.5](#) et [E/C.2/2020/CRP.6](#). Il a décidé de prendre acte du changement de nom des neuf organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. c)].

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité

18. À ses 13^e et 14^e séances, le 28 janvier, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ». Le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des 75 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2005-2018, dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures ([E/C.2/2020/CRP.4](#)).

Le Comité a pris note du rapport des 15 organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. e)] :

Baha'i International Community (2014-2017)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)

Gender at Work (2014-2017)

Human Life International (2014-2017)

International Federation of Journalists (2009-2012)

International Press Institute (2001-2004)

International Press Institute (2005-2008)

International Press Institute (2009-2012)

Miroslava International Alliance (2013-2016)

Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und Politische Bildung, e.V.
(2013-2016)

The Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)

Verein Sudwind Entwicklungspolitik (2013-2016)

Women for Women's Human Rights – New Ways (2009-2012)

World Council of Independent Christian Churches (2012-2015)

World Hunger Year, Inc. (2012-2015)

19. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 60 rapports quadriennaux présentés par les 49 organisations suivantes :

Amnesty International (2008-2011)

Amnesty International (2012-2015)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Armenian Assembly of America (2011-2014)

Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)

Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)

Catholics for Choice (2010-2013)

Católicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)

Center for Development of Civil Society (2014-2017)

Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)

Centrist Democratic International (2014-2017)

Cross-Cultural Solutions (2011-2014)

Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)

Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)

Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)

France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)

Freedom House (2007-2010)

Freedom House (2011-2014)

Fundación Pro Humanæ Vitæ (2014-2017)

Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)

Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)

Human Rights House Foundation (2011-2014)

Human Rights Watch (2009-2012)

Human Rights Watch (2013-2016)

Institute of Inter-Balkan Relations (2010-2013)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International PEN (2006-2009)
International PEN (2014-2017)
International Press Institute (2013-2016)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Médecins sans frontières (international) (2012-2015)
Medico International (2014-2017)
Natural Justice (2014-2017)
Open Society Institute (2013-2016)
Pathfinder International (2011-2014)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Redress Trust (2011-2014)
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International (2013-2016)
Robert F Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
Temple of Understanding (2011-2014)
The Law Society (2014-2017)
Ukrainian World Congress (2003-2006)
Ukrainian World Congress (2007-2010)
Ukrainian World Congress (2011-2014)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
United Nations Watch (2014-2017)
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
Young Women's Christian Association (2013-2016)
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

20. À ses 12^e et 13^e séances, les 27 et 28 janvier, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 616 nouveaux rapports quadriennaux ([E/C.2/2020/2](#) et [E/C.2/2020/2/Add.1](#), [E/C.2/2020/2/Add.2](#), [E/C.2/2020/2/Add.3](#), [E/C.2/2020/2/Add.4](#) et [E/C.2/2020/CRP.8-44](#)). Il a pris acte de 599 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. e)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 17 organisations suivantes :

Association of War-Affected Women (2015-2018)

Elizka Relief Foundation (2015-2018)

European Centre for Law and Justice/Centre européen pour le droit, la justice et les droits de l'homme (2015-2018)

Freedom House (2015-2018)

Freedom Now (2015-2018)

Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)

Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)

Heritage Foundation (2015-2018)

Human Rights House Foundation (2015-2018)

Institute of Noahide Code (2015-2018)

International Federation of Action by Christians for the Abolition of Torture (ACAT) (2015-2018)

International Religious Liberty Association (2015-2018)

International Service for Human Rights (2015-2018)

Liberal International (2015-2018)

L'observatoire mauritanien des droits de l'homme et de la démocratie (2015-2018)

Society for Development and Community Empowerment (2015-2018)

Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)

21. À la 13^e séance, le 28 janvier, la représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que le Comité ne devrait pas poser de questions pour reporter l'examen des rapports quadriennaux soumis par les organisations, mais devrait simplement prendre note des rapports soumis. Elle a déclaré qu'elle n'avait pas de question à poser à propos du rapport de l'organisation Palestinian Return Centre, mais avait quelques remarques à faire sur l'organisation elle-même. Elle a indiqué que les États-Unis continuaient d'être préoccupés par l'organisation, sa direction, ses activités et la nature de ses relations dans divers pays. Elle a ajouté que, pour ces raisons, les États-Unis avaient voté contre la recommandation visant à octroyer le statut consultatif auprès du Conseil à l'organisation Palestinian Return Centre lors de l'examen de sa demande d'admission en mai 2015.

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

22. À sa 1^{re} séance, le 20 janvier, le Comité a examiné les points suivants de son ordre du jour et entendu un rapport oral présenté par le Secrétariat : point 5 de l'ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat » ; point 6 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil » ; point 8 de l'ordre du jour, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG ».

23. La Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales a souligné que les organisations non gouvernementales contribuaient sensiblement aux travaux de l'ONU, notamment par leurs activités de sensibilisation, leurs compétences d'experts, leur connaissance de la situation locale et leur pouvoir de rassemblement sur le terrain, et a insisté sur le fait que leur partenariat avec l'ONU était crucial pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 au moment où l'ONU entrait dans la Décennie d'action en faveur des objectifs de développement durable.

24. La Directrice a signalé le rôle important que jouait le Comité en ce qui concerne la participation des organisations non gouvernementales aux réunions de l'ONU et leur contribution à l'élaboration des politiques de l'Organisation et aux décisions des processus multilatéraux.

25. La Directrice a déclaré que le nombre de demandes d'admission au statut consultatif reçues par le Service des organisations non gouvernementales avait fortement augmenté, en raison du vif intérêt des organisations à participer aux travaux de l'Organisation, et indiqué que le Service avait reçu un nombre record de 860 demandes en 2020 contre 204 en 2010, soit une multiplication par quatre en dix ans. Elle s'est dite préoccupée par le grand nombre de demandes d'admission dont l'examen avait été reporté par le Comité et l'incidence que cela avait sur la charge de travail du Comité. Elle lui a offert l'appui du Secrétariat pour examiner les moyens de faire face au nombre croissant de demandes d'admission au statut consultatif, conformément à l'invitation que l'Assemblée générale a faite au Comité dans sa résolution [72/305](#).

26. La Directrice a salué les mesures prises par le Service pour accroître son efficacité et son appui aux organisations non gouvernementales et au Comité en réduisant le nombre de demandes d'admission en souffrance, en accélérant le traitement de la documentation destinée au Comité et en renforçant son action de sensibilisation auprès des organisations dotées du statut consultatif grâce à des webinaires visant à leur donner des conseils sur leur collaboration avec l'Organisation des Nations Unies.

27. Notant que la tendance à la hausse du nombre de demandes d'admission et de rapports quadriennaux est appelée à se poursuivre, la Directrice a souligné qu'il était nécessaire que le Secrétariat et le Comité disposent des ressources humaines et des moyens techniques de pointe qui leur permettent de faire efficacement face à l'augmentation de la charge de travail.

28. À cet égard, la Directrice a informé le Comité que, pour accélérer le traitement des demandes d'admission et l'accréditation des représentants des organisations et

améliorer l'efficacité de la communication avec les organisations, le Secrétariat avait entrepris de mettre au point un nouveau système intégré, moderne et efficient pour remplacer les trois plateformes électroniques obsolètes utilisées par le Service. Elle a souligné que le nouveau système augmenterait l'efficacité dans tous les domaines et améliorerait la qualité du soutien technologique et logistique fourni par le Service au Comité et aux organisations. Elle a lancé un appel aux États Membres pour qu'ils appuient financièrement la mise en œuvre du projet.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil, s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

29. Lors de sa 1^{re} séance, le 20 janvier, le Comité a examiné la question de ses méthodes de travail.

30. À la même séance, le Président a rappelé que, lors de la reprise de sa session de 2019, le Comité avait créé un groupe de travail informel chargé de réfléchir aux moyens de croiser les demandes d'admission au statut consultatif avec les noms inscrits sur la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU et de faire des propositions.

31. Le Président a informé le Comité que, à la suite de sa création, le groupe de travail avait tenu cinq réunions informelles afin d'examiner divers moyens et avait discuté des possibilités, des contraintes et de la manière la plus efficace de mettre en place cette vérification croisée. À l'issue de consultations approfondies, le groupe de travail avait proposé que le Comité modifie le questionnaire de demande d'admission pour y inclure des questions visant à établir si l'organisation demandant le statut consultatif, des membres de son organe exécutif ou directeur, ou des membres ou des entités participantes autres que des personnes étaient inscrits sur la Liste relative aux sanctions ou financés par des personnes ou des entités qui y figuraient. Il appartiendrait donc aux organisations demandant le statut consultatif de déclarer ces affiliations ou de les nier. Il a ajouté que le formulaire de demande d'admission serait modifié de sorte à inclure une question supplémentaire comprenant quatre parties : 22 a), b), c) et d).

32. Le Comité a décidé de suivre la suggestion du groupe de travail et de modifier en conséquence le formulaire de demande d'admission. Le Président a remercié les membres du groupe de travail informel de leur dévouement, de leur souplesse et de leur participation constructive à la formulation de la question, qui, a-t-il précisé, permettra au Comité de s'acquitter de son devoir de précaution lors de l'examen des demandes. Il a informé le Comité que le formulaire de demande modifié serait mis à disposition en anglais et en français par le Secrétariat et utilisé lors de l'examen des nouvelles demandes, à partir de juin 2021.

33. La représentante de l'Inde a accueilli avec satisfaction la décision prise par le Comité d'inclure une question supplémentaire visant à vérifier les éventuelles associations des organisations non gouvernementales demandant l'octroi du statut consultatif auprès du Conseil avec des entités ou des personnes figurant sur la Liste relative aux sanctions. Elle a dit qu'il s'agissait là d'un premier pas important pour renforcer la procédure d'examen du Comité et garantir que le statut consultatif auprès du Conseil ne soit pas accordé à des personnes ou entités inscrites sur la Liste. Elle a déclaré que les informations supplémentaires reçues par la voie du questionnaire modifié aideraient à croiser les demandes d'admission des organisations non

gouvernementales avec la Liste relative aux sanctions avant d'accorder le statut consultatif, ce qui permettrait au Comité de combler une lacune concernant son devoir de précaution et de faire concorder ses travaux avec les mesures prises par le Conseil de sécurité. Elle a ajouté que la nouvelle mesure garantissait un examen plus approfondi sans pour autant entraver la procédure d'octroi du statut consultatif.

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

34. Il n'y a pas eu de demande de rapport spécial.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

35. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2020 du 20 au 29 janvier et le 7 février. Il a tenu 16 séances.

36. La session a été ouverte par le Président du Comité pour la session de 2019, qui a déclaré que le Comité était saisi d'un nombre sans précédent de demandes et de rapports quadriennaux, signe que celui-ci devait voir comment adapter ses pratiques pour gérer efficacement le nombre de demandes, notamment celles qui étaient reportées d'années en années. Le Président a fait remarquer que l'Assemblée générale avait invité le Comité à le faire dans la résolution [72/305](#) et que le Comité aurait l'occasion d'en parler au titre du point 6 de l'ordre du jour et de poursuivre cette discussion dans les mois à venir.

37. Le représentant du Mexique a fait une déclaration au nom du Brésil, de l'Estonie, de la Grèce, d'Israël et des États-Unis d'Amérique. Il a exprimé leur soutien ferme à la participation des organisations de la société civile aux travaux de l'Organisation et à la possibilité qui leur était donnée de faire entendre leur voix dans le système des Nations Unies. Il a appelé l'attention sur le rôle important que les ONG jouaient dans l'apport de nouvelles perspectives au discours des Nations Unies, ajoutant que, parce qu'elles représentaient les groupes locaux et travaillaient sur le terrain, elles étaient indispensables si l'on voulait obliger les gouvernements à s'acquitter de leurs obligations et tenir leurs engagements au niveau international. Il s'est félicité de la hausse du nombre de demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil, dont il a considéré qu'elle reflétait l'importance et le poids dudit statut pour les organisations non gouvernementales dans le monde entier. Il a toutefois précisé que le Comité devait revoir certaines de ses méthodes de travail afin de les rendre plus efficaces et efficientes et de les aligner sur le cadre de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social. À cet égard, il a indiqué que des retards inutiles dans la procédure de candidature continuaient de freiner la participation de nombreuses ONG ayant pignon sur rue et exhorté le Comité à y remédier. Il a dit au Comité de prendre garde à ne pas se servir de la procédure d'examen pour bloquer la participation d'organisations de la société civile ayant des opinions différentes de celles des États et appelé tous les membres du Comité à réaffirmer leur engagement à respecter la résolution 1996/31.

38. La représentante des États-Unis d'Amérique a réitéré l'appel que sa délégation a lancé à tous les membres du Comité, à savoir qu'ils s'engagent une fois de plus à rendre l'Organisation des Nations Unies plus transparente et à faire en sorte qu'elle soit plus accessible aux organisations de la société civile. Elle a rappelé les importantes consultations de la société civile qui se sont tenues en juin 2018 et exprimé l'espoir que les prochaines consultations soient organisées dès que possible.

Elle a rappelé aux membres du Comité qu'ils avaient pris l'engagement de faire respecter les droits inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, notamment le droit à la liberté d'expression et à la liberté d'association pour tous, y compris les ONG. Elle a dit que sa délégation était préoccupée par le fait que certains membres du Comité insistaient pour que les ONG reprennent la « terminologie correcte de l'ONU » dans leurs demandes d'admission, sur leurs sites Web et dans leurs documents. Les ONG ne devraient pas être obligées de se référer à Taiwan comme une province de la Chine, à Hong Kong et à Macao comme des régions administratives spéciales de la Chine ou au Tibet comme une région autonome de la Chine, pour obtenir le statut consultatif auprès du Conseil, et, comme les États Membres, elles devraient pouvoir choisir la terminologie qui correspond à leur point de vue.

39. La représentante des États-Unis d'Amérique a en outre fait valoir qu'obliger les ONG à utiliser telle ou telle terminologie à l'appui de telle ou telle position politique, notamment pour obtenir le statut consultatif auprès du Conseil, limitait de manière abusive leur liberté d'expression et les empêchait de se faire entendre au sein de l'ONU. Elle a fait observer que nulle part dans les principes énoncés dans la résolution 1996/31, cadre à l'établissement du statut consultatif, il était dit que les ONG devaient modifier leur terminologie préférée pour obtenir le statut consultatif, et exhorté le Comité à respecter la résolution. Elle a rappelé l'avis émis par le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies en 2010, à savoir que l'ONU ne pouvait pas modifier la nomenclature des documents soumis par les États Membres sous peine de s'ingérer dans leurs questions officielles ou intérieures, et affirmé que le principe, basé sur la non-ingérence dans les questions officielles, s'appliquait également aux documents des ONG. Elle ne pense pas que les ONG qui maintiennent ou ne modifient pas les références à une province ou à une région administrative autonome ou spéciale de la Chine ne respectent pas l'esprit, les buts et les principes de la Charte des Nations Unies et a souligné que les recommandations visant à accorder le statut consultatif devraient avoir pour but de garantir que les ONG représentant des éléments importants de l'opinion publique aient une voix à l'ONU.

40. La représentante de la Turquie a souligné les contributions importantes des ONG aux travaux de l'Organisation, faisant remarquer que leur proximité avec les populations, leur expertise dans divers domaines et leur expérience sur le terrain leur permettaient de comprendre et de transmettre les besoins et préoccupations de ces populations de manière représentative et globale. Elle s'est félicitée de la hausse du nombre de demandes d'admission au statut consultatif et des rapports quadriennaux, considérant qu'il s'agissait d'une évolution positive qui reflétait l'intérêt des organisations non gouvernementales pour les questions de portée mondiale et leur forte participation à cet égard, mais a indiqué qu'il était de ce fait devenu plus difficile pour le Comité de s'acquitter de son mandat en temps voulu. Le Comité devait examiner avec diligence les demandes d'admission, s'il voulait respecter les dispositions de la résolution 1996/31. Elle a rappelé que l'Assemblée générale, dans sa résolution [72/305](#) du 23 juillet 2018, a également fait référence au nombre croissant de demandes dont le Comité était saisi. Elle a félicité le Comité pour les mesures qu'il avait prises afin d'améliorer la transparence et l'efficacité de ses travaux et attendait avec intérêt la poursuite des débats sur les mesures pratiques qui pouvaient être prises à cet égard avec le soutien du Secrétariat.

41. L'observateur de l'Union européenne a fait une déclaration au nom des pays suivants : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Monténégro, République de Macédoine du Nord, République de Moldova, Serbie et Ukraine. Il a rappelé au Comité que la participation des ONG aux activités de l'ONU est consacrée par l'Article 71 de la Charte des Nations Unies et souligné que leurs contributions étaient déterminantes pour le succès de l'Organisation.

42. L'orateur s'est dit déçu de voir que les organisations des pays du Sud étaient sous-représentées par rapport à celles du monde du Nord, constatant la persistance des obstacles à la pleine participation de ces organisations. Il s'est félicité des efforts récents déployés par le Comité pour renforcer le dialogue avec la société civile, notamment les toutes premières consultations qui se sont tenues avec les ONG en juin 2018, ainsi que la diffusion sur le Web des délibérations du Comité.

43. L'orateur a déclaré que le processus d'accréditation actuel manquait de transparence, d'objectivité et d'efficacité et s'est dit préoccupé par les questions répétitives et les retards injustifiés dans le traitement des demandes, qui affectaient de manière disproportionnée les ONG travaillant sur les questions de droits de la personne. Il a également indiqué que toutes les allégations que le Comité portait à l'encontre des ONG devaient être étayées par des preuves et communiquées aux organisations concernées assez longtemps à l'avance pour qu'elles aient un délai raisonnable pour y répondre. Il a rappelé la lettre que le Président du Comité de coordination des procédures spéciales a adressée en juin 2019 au Président du Comité chargé des organisations non gouvernementales, dans laquelle les membres du Comité de coordination exprimaient leurs préoccupations concernant le processus d'accréditation et formulaient des recommandations précieuses visant à améliorer les méthodes de travail du Comité chargé des ONG. Il a encouragé le Comité à accorder à ces propositions l'attention qu'elles méritaient afin de renforcer la confiance dans ses travaux. Il a redit qu'il était clairement nécessaire de prendre des mesures en faveur d'un fonctionnement plus inclusif, plus efficace, plus équitable et plus transparent du Comité et demandé à tous les Membres de l'ONU de garantir un environnement favorable aux ONG.

44. L'observatrice du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a fait une déclaration, dans laquelle elle a souligné le rôle puissant joué par la société civile dans la promotion et la protection des droits de la personne et des valeurs démocratiques, et dans la capacité de demander des comptes à ceux qui sont au pouvoir. Elle a appelé l'attention sur l'attachement de sa délégation à défendre le travail des organisations de la société civile à travers le système des Nations Unies et annoncé que le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord présenterait sa candidature au Comité en 2023.

45. L'oratrice a déploré que la société civile n'ait pas toujours la plateforme qu'elle méritait à l'ONU pour informer, débattre et examiner son programme. Notant le nombre élevé de demandes nouvelles et reportées dont le Comité était saisi, elle a déclaré qu'il était nécessaire que le Comité traite l'arriéré rapidement et équitablement et donne aux ONG la possibilité de répondre à toute question qu'il pourrait y avoir avant de prendre une décision. Rappelant les consultations menées par le Comité avec les ONG dotées du statut consultatif en 2018, elle a souligné que les États Membres pouvaient bénéficier de l'expérience des ONG concernant des questions d'intérêt commun. Elle a déploré que le Comité n'ait pas organisé de consultations similaires en 2019 et exprimé l'espoir qu'elles seraient rétablies en 2020. Elle a mis en lumière les mesures prises en 2019 par sa délégation en faveur des défenseuses et défenseurs des droits de la personne et demandé aux États Membres de reconnaître leurs activités et de les soutenir publiquement. Elle a exhorté le Comité à résoudre de manière équitable et transparente la question des demandes reportées, à annoncer la date de la prochaine réunion de consultation avec les ONG et à promouvoir un espace sûr et accueillant pour que la société civile puisse s'exprimer.

46. En réponse à la représentante des États-Unis d'Amérique, le représentant de la Chine a fait remarquer que le paragraphe 2 de la résolution 1996/31 du Conseil stipulait que les ONG qui demandaient le statut consultatif devaient se conformer aux

buts et principes de la Charte des Nations Unies, y compris au principe fondamental de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des États Membres de l'ONU. Il a déclaré que l'utilisation de la terminologie correcte de l'ONU était un critère de base pour les demandes d'admission et n'avait rien à voir avec la liberté d'expression, ajoutant que la Chine n'était pas du tout d'accord avec l'argument illogique d'un certain membre. Il a dit que les membres du Comité avaient le droit de poser des questions sur tout sujet qui violait la Charte des Nations Unies et déclaré que sa délégation empêcherait toute organisation qui ne respecterait pas les buts et principes de la Charte des Nations Unies d'obtenir le statut consultatif.

47. À la 15^e séance, le 29 janvier, le Président a remercié les membres du Comité et le Secrétariat pour leur travail acharné, qui a contribué à faire une réussite de cette session ordinaire du Comité et au cours de laquelle toutes les demandes, requêtes et rapports dont celui-ci était saisi ont été examinés. Il a appelé l'attention sur le nombre sans précédent de demandes d'admission reportées et dit que ce problème avait suscité la réflexion sur la manière dont le Comité pourrait faire face à ce nombre extrêmement élevé. Il a invité le Comité à continuer d'examiner les moyens d'absorber sa charge de travail accrue, notamment l'examen des rapports quadriennaux ou l'organisation des séances quotidiennes de questions et réponses, pendant sa réunion informelle visant à préparer la reprise de la session qui se tiendrait dans la deuxième moitié du mois d'avril.

48. La représentante des États-Unis d'Amérique a félicité le Président pour son efficacité et remercié le Secrétariat et le Service des organisations non gouvernementales pour leur soutien tout au long de la session. Elle a redit que sa délégation était gravement préoccupée par le fait que les membres de ce comité insistent pour que les ONG utilisent la terminologie prétendument « correcte » de l'ONU comme condition de l'obtention du statut consultatif auprès du Conseil. Elle a fait remarquer qu'au cours de cette session, le Comité a posé 17 questions relatives à la « terminologie correcte de l'ONU » concernant Taiwan ou des régions administratives autonomes ou spéciales telles que Hong Kong, Macao ou le Tibet. Elle a redit que les ONG ne devraient pas être obligées d'utiliser cette terminologie dans leurs documents pour obtenir le statut consultatif auprès du Conseil et que, comme les États Membres, elles devraient choisir la terminologie en fonction de leur position.

49. Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait toujours respecté la liberté d'expression des ONG. Sa délégation ne dictait pas la terminologie utilisée par les organisations sur leurs sites Web ou dans leurs publications, que cela était entièrement du ressort des ONG. En revanche, les ONG qui demandaient le statut consultatif auprès du Conseil devaient se conformer au cadre de la résolution 1996/31 et aux buts et principes de la Charte des Nations Unies. Il a répété que la Chine continuerait d'appuyer les ONG qui faisaient une demande d'admission au statut consultatif et de faire preuve d'objectivité et d'équité dans l'exercice de ses responsabilités de membre du Comité.

B. Participation

50. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres et les représentants d'organismes des Nations Unies et d'ONG y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2020/INF/1](#).

51. À sa session ordinaire de 2020, le Comité a entendu 25 représentants d'ONG, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements

supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

52. À sa 1^{re} séance, le 20 janvier, le Comité a élu Mohamed Sallam (Soudan) Président et Mine Ozgul Bilman (Turquie) Vice-Présidente.

D. Ordre du jour

53. À sa 1^{re} séance, le 20 janvier, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2020, publié sous la cote [E/C.2/2020/1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen a été reporté ;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Examen des rapports spéciaux.

8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2021 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session de 2020.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2020

54. À sa 15^e séance, le 29 janvier, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres du Comité, selon qu'il conviendrait, en vue de le présenter au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne les suites qu'il jugerait utiles.

55. À sa 16^e séance, le 7 février, le Comité a adopté le présent rapport.
